

Europe : les Français en quête d'Union

État de l'opinion à un an
des élections européennes

LAURENCE DE NERVAUX ET TRISTAN GUERRA



Destin
Commun
More in Common France

Juin 2023

Europe : les Français en quête d'Union

État de l'opinion à un an
des élections européennes

LAURENCE DE NERVAUX ET TRISTAN GUERRA



Ce travail
a bénéficié
du soutien
de la Fondation
Hippocrène

Méthodologie et périmètre de l'enquête

L'étude s'appuie sur les résultats d'une enquête auto-administrée en ligne réalisée par l'institut de sondage Kantar Public France auprès d'un échantillon représentatif de la population française composé de 2001 personnes âgées de 18 et plus et résidants en France métropolitaine. L'enquête a été conduite du 16 au 22 février 2023. La marge d'erreur est en moyenne de +/-2 %.

Pour garantir la représentativité de l'enquête, l'échantillon a été constitué à l'aide de la méthode des quotas et a été redressé sur la base de critères sociodémographiques tels que le sexe, de l'âge, la catégorie socio-professionnelle, le niveau de diplôme, la région, la catégorie d'agglomération.

Les verbatim sont issus de plusieurs séries de groupes de discussion conduits au printemps et à l'automne 2022 par Destin Commun avec l'institut Kantar Public France auprès des différentes familles de valeurs identifiées par Destin Commun. Les échanges dans ces groupes concernaient des thématiques variées : réaction à la guerre en Ukraine, participation civique et abstention électorale, pouvoir d'achat et inégalités, rapport à l'énergie et à l'environnement.

Executive Summary

A un an des élections au Parlement européen de juin 2024, cette étude identifie dans la population française quatre groupes distincts, au-delà du traditionnel clivage entre pro- et anti-Européens :

- **Les Europhiles (21%)**, jugeant positivement l'action de l'UE et peu critiques quant à son caractère démocratique, ont été renforcés dans leur fierté d'être Européens par la guerre en Ukraine.
- **Les Eurocritiques (23%)**, foncièrement attachés à l'appartenance à l'Union européenne mais très exigeants à son égard, sont sceptiques quant à son caractère démocratique, sensibles aux risques de corruption, et interrogent sa capacité à produire de réels changements dans la vie des citoyens.
- **Les Europhobes (41%)** expriment une défiance profonde à l'égard des institutions européennes et de leur personnel politique, qu'ils jugent corrompu, bureaucratique et déconnecté. Si la sortie de la France l'UE ne leur apparaît plus vraiment comme une option après le chaos du Brexit, ils rendent néanmoins l'Union européenne responsable de la plupart des maux dont souffre notre pays.
- **Les Euro-indifférents (15%)** ne ressentent pas les effets de l'appartenance à l'UE dans leur vie, mais ne s'en préoccupent que très peu. Dans les enquêtes sur ce sujet, ils n'expriment pas d'opinion. Les élections sont pour eux un enjeu lointain et non prioritaire.

Bien que le groupe des Europhobes soit le plus nombreux, il n'existe pas de majorité nette dans l'opinion, et cette typologie ouvre plusieurs options de stratégies électorales à un an du scrutin.

Bureaucratie (71% des Français), déconnexion (60%) et corruption (57%) sont les trois principales critiques adressées à l'Union européenne. L'étude démontre la très forte corrélation entre le reproche de corruption et le sentiment que l'UE n'apporte rien de concret dans la vie des citoyens. Cette correspondance est parfaite dans le groupe de valeurs des Identitaires, très marqués par le sentiment de manipulation et de mensonge, qu'il s'agisse du personnel politique français ou européen.

L'opinion des Français à l'égard du caractère démocratique de l'Union européenne dévoile en filigrane chez nos concitoyens un relativisme alarmant vis-à-vis du modèle démocratique : les Attentistes et les Laissés pour compte, critiques de la démocratie européenne, expriment par ailleurs un profond dépit à l'égard de la démocratie en général.

La guerre en Ukraine est un amplificateur de tendances : c'est essentiellement chez les Européens convaincus qu'elle renforce le sentiment que l'UE est une protection dans un monde dangereux, et la fierté d'être Européen au regard du soutien apporté à l'Ukraine.

Enfin, la crise climatique est prise entre deux feux dans l'opinion des Français à l'égard de l'UE, les Eurocritiques considérant l'agenda vert comme insuffisamment rapide et ambitieux, et les Europhobes le jugeant trop contraignant. **Faire du Green Deal un projet non seulement climatique mais aussi social et démocratique est un des enjeux clés de la revitalisation du sentiment européen à l'occasion des élections de 2024.**

Introduction

Être ou ne pas être Européens ? On aurait presque pu croire que cette question politique existentielle était derrière nous. Post-Brexit, les velléités nationalistes semblaient s'être apaisées, mettant en sourdine les discours autour d'un éventuel « Frexit ». Pendant la pandémie, l'Union Européenne a gagné du crédit, et elle a su constituer un front uni face à l'agression russe en Ukraine.

Mais décidément, en France, la question européenne continue de cristalliser les tensions. Dernière preuve en date : le 9 mai dernier, les députés ont âprement débattu d'une proposition de loi visant à rendre obligatoire le pavoisement du drapeau européen sur le fronton des mairies. Plus profondément, la montée en puissance de partis eurosceptiques aux élections nationales en Europe de l'Ouest (AfD en Allemagne, Rassemblement National et La France Insoumise en France, Lega et Mouvement 5 Étoiles en Italie, Vox en Espagne) et leurs gains lors des dernières élections européennes en 2019 ont réactivé l'idée que l'Union européenne traverserait une crise de légitimité¹.

A un an du scrutin européen de juin 2024, le paysage politique français révèle et exacerbe des divergences béantes dans la relation de la France à l'Union européenne. Alors que les sondages annoncent que le parti français le plus notoirement anti-européen arriverait en tête du scrutin, devançant soit la gauche soit la majorité présidentielle selon les scénarios d'alliances, quelle est réellement l'opinion des Français sur l'Union européenne ? Quelles sont les visions de l'Union qui s'affrontent, et en quoi sont-elles liées à des systèmes de valeurs ?

Alors que les sondages annoncent que le parti français le plus notoirement anti-européen arriverait en tête du scrutin, quelle est réellement l'opinion des Français sur l'Union européenne ?

Quelles sont les visions de l'Union qui s'affrontent, et en quoi sont-elles liées à des systèmes de valeurs ?

Au-delà de l'opposition traditionnelle entre pro-européens et eurosceptiques, cette étude met en évidence quatre profils qui permettent de saisir les ressorts et les subtilités de la distanciation vis-à-vis de l'idée européenne, et d'identifier les points de vigilance et les priorités d'action pour raviver et renouveler l'adhésion au projet européen, dans notre pays qui lui a donné le jour.

Les familles de valeurs de Destin Commun

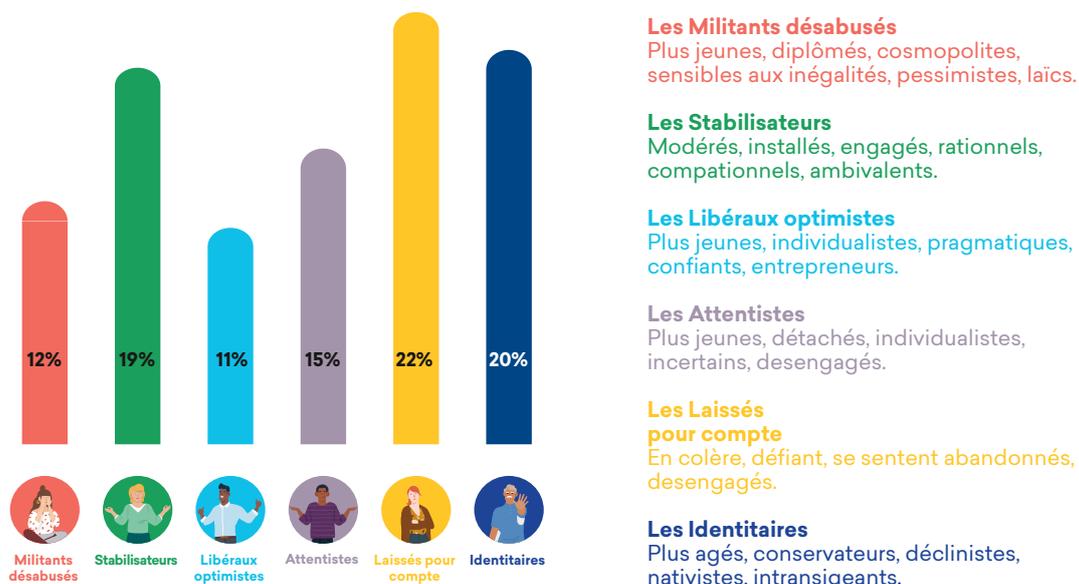
A partir d'une analyse typologique, Destin Commun a identifié au sein de la société française six grandes familles, toutes très homogènes en termes de valeurs et de visions du monde : les Militants désabusés, les Stabilisateurs, les Libéraux optimistes, les Attentistes, les Laissés pour compte et les Identitaires.

Cette segmentation s'appuie sur des indicateurs principalement issus de la recherche en psychologie sociale :

- appartenances de groupes
- fondements moraux
- prédisposition autoritaire
- optimisme vs. pessimisme
- perception de la menace
- sensibilité au changement culturel
- agentivité
- niveau d'engagement politique et citoyen

Chacune de nos enquêtes permet d'observer l'évolution de cette segmentation : depuis 2019, elle est restée globalement stable, les caractéristiques de chaque groupe restant très marquées, et leurs proportions respectives dans l'ensemble de la population ne variant pas davantage que de quelques points de pourcentage.

Cette typologie se révèle très prédictive des comportements et des choix individuels.



1

Les Français et l'Europe : une brève perspective historique

1. Du consensus permissif au dissensus contraignant

Les grands mouvements d'opinion à l'égard de l'intégration européenne peuvent être découpés en plusieurs périodes. **Pendant les années 70-80, entre 50% et 67% des Français interrogés par les enquêtes Eurobaromètres considèrent que « l'appartenance de la France à l'Union européenne est une bonne chose »** ; ce soutien atteint un pic en 1987 dans le contexte de la présidence de la Commission européenne par Jacques Delors et de l'Acte unique européen². Les citoyens exprimaient alors un acquiescement de principe à l'égard de l'intégration européenne, et laissaient carte blanche aux responsables politiques pour en définir le contenu et les orientations.

Dans les années 1990, les choses changent : le traité de Maastricht signe la fin de la période du « consensus permissif », selon le modèle d'analyse développé par deux politistes américains³, durant laquelle les citoyens n'étaient pas associés au projet technocratique d'intégration régionale et ne manifestaient pas d'intérêt à y prendre part. La question européenne devient un sujet politique à part entière et intègre durablement les clivages partisans.

L'activation des débats sur l'Europe a alors favorisé l'émergence des opinions eurosceptiques chez les citoyens. On rentre alors dans **l'ère du « dissensus contraignant » : les citoyens sont de plus en plus dans un rapport conflictuel avec les élites politiques nationales et européennes qui contraint ces dernières à les associer à l'avenir de l'Union**. Ce mouvement se poursuit après 2004, au moment de l'élargissement de l'Union aux pays d'Europe centrale et orientale, lorsque les opinions défiantes à l'égard de l'UE deviennent majoritaires. Aujourd'hui encore, beaucoup de Français expriment le sentiment d'une construction européenne à marche forcée, qui se serait faite sans eux :

Aujourd'hui encore, beaucoup de Français expriment le sentiment d'une construction européenne à marche forcée, qui se serait faite sans eux.

« L'Europe est une bonne idée mais c'est allé trop vite, on s'est fait bouffer. »

Homme, Laissé pour compte, septembre 2021

Ce mouvement est aussi cristallisé par la victoire du « non » au référendum sur le Traité constitutionnel européen de 2005. Quinze ans après, il demeure encore dans les esprits, associé à l'idée d'**un déni de démocratie dans une Europe qui se ferait contre les peuples** :

« On dit non à l'Europe mais on rentre quand même. »

Femme, Laissée pour compte, 2022

2. L'ère de l'accoutumance et de la défiance

Après la crise financière de 2008, la crise des dettes souveraines du début des années 2010 agite le spectre d'une dislocation de la zone euro. Dans ce contexte, en France, **deux tendances en apparence contradictoires cohabitent dans l'opinion : d'un côté, l'idée que l'appartenance à l'UE est "une bonne chose" progresse de manière continue depuis le début de la décennie 2010** (Graphique 1), même si le sentiment que c'est "une mauvaise chose" refait un pic en 2019⁴. **Mais dans le même temps, l'attitude des Français vis-à-vis de l'Europe est de plus en plus défiante depuis la fin des années 2000** (Graphique 2).

Après le traumatisme du Brexit et la récente période de turbulences avec le Covid puis la guerre en Ukraine, l'idée d'une sortie de la France de l'Union Européenne n'est plus une option réellement envisagée par ceux qui l'avaient un temps soutenue. Fin 2022, si moins d'un tiers des Français approuvaient le projet européen en l'état, moins d'un quart y étaient fondamentalement défavorables⁵. Au plan économique, moins de 3 Français sur 10 pensent que la France serait mieux placée pour affronter l'avenir à l'extérieur de la zone euro⁶. **Plutôt qu'une adhésion enthousiaste, ces chiffres révèlent une forme d'accommodation de nombreux Français avec l'appartenance à l'UE, qui se conjugue avec une défiance croissante à l'égard de ses politiques.**

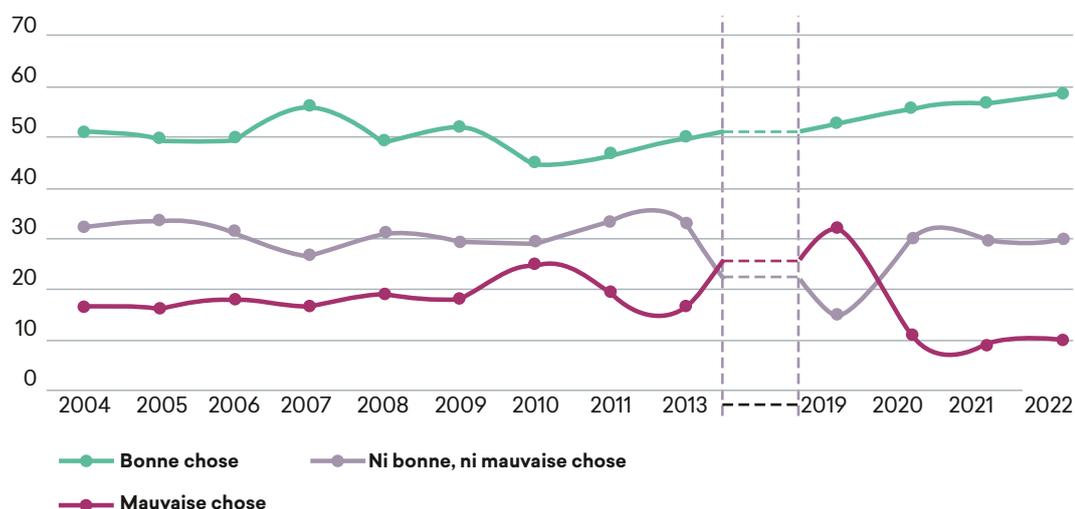
GRAPHIQUE 1.

JUGEMENTS SUR L'APPARTENANCE DE LA FRANCE À L'UNION EUROPÉENNE (2004-2022)

Question : « D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour (notre pays) de faire partie de l'UE est... ? »

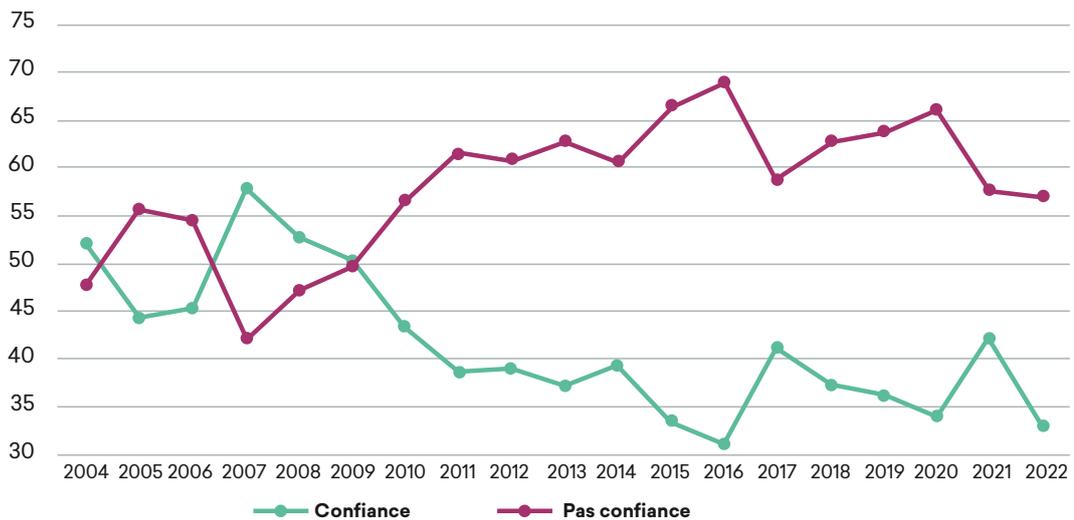
Source : Données harmonisées des Eurobaromètres standards (2004-2022).

La série a été interrompue pour les années entre 2013 et 2019.



GRAPHIQUE 2. CONFIANCE DES FRANÇAIS DANS L'UNION EUROPÉENNE (2004-2022)

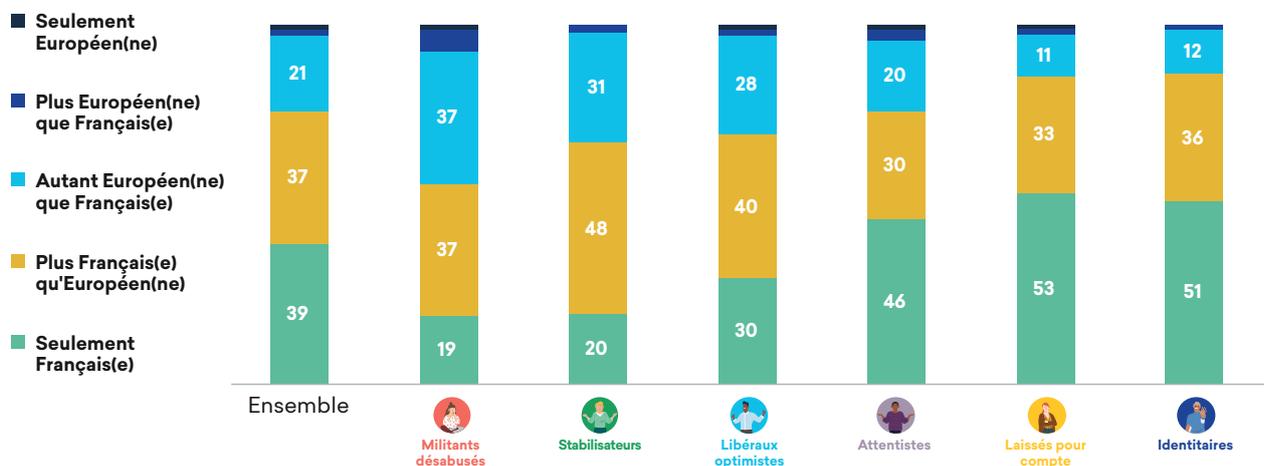
Question : Pour chacune des institutions suivantes, dites-moi si vous avez tout à fait confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance, pas du tout confiance ? L'Union européenne.
 Source : Données harmonisées des Eurobaromètres standards (2004-2022).



L'attachement des Français à l'appartenance à l'UE se lit aussi dans les identités collectives. D'après l'enquête fondatrice de Destin Commun, *La France en quête*, conduite en 2019, une majorité de Français se disaient soit plus Français qu'Européens (37%) soit autant Européens que Français (21%) (Graphique 3). **Dans le jeu de poupées russes de l'identité, la citoyenneté européenne ne se substitue pas au sentiment national, mais coexiste largement avec lui.** Les Militants désabusés se distinguent des autres segments car plus d'un tiers d'entre eux se sentent autant Français qu'Européens (37%), tandis qu'une majorité des **Laissés pour compte** et des **Identitaires** se sentent exclusivement Français.

GRAPHIQUE 3. IDENTITÉS FRANÇAISE ET EUROPÉENNE

Question : "Vous personnellement, vous sentez-vous... ?" (La France en quête, Destin Commun, 2020)



2

Une Europe déconnectée ? Le déficit démocratique de l'Union

Le déficit démocratique de l'Union européenne est souvent pointé par ses détracteurs comme une raison importante du désamour des peuples européens. La gouvernance apolitique (selon l'expression « *policies without politics* »), plus consensuelle et intergouvernementale, qu'offre l'Union européenne a depuis longtemps prêté le flanc à la critique d'une technocratie qui se soucierait peu des préoccupations populaires. C'est particulièrement vrai en France où la culture politique hexagonale, davantage portée par le conflit et ancrée dans une tradition unitaire de la représentation politique, s'inscrit en décalage avec celle de l'Union, plus consensuelle et multi-niveaux.

1. Une démocratie européenne contestée

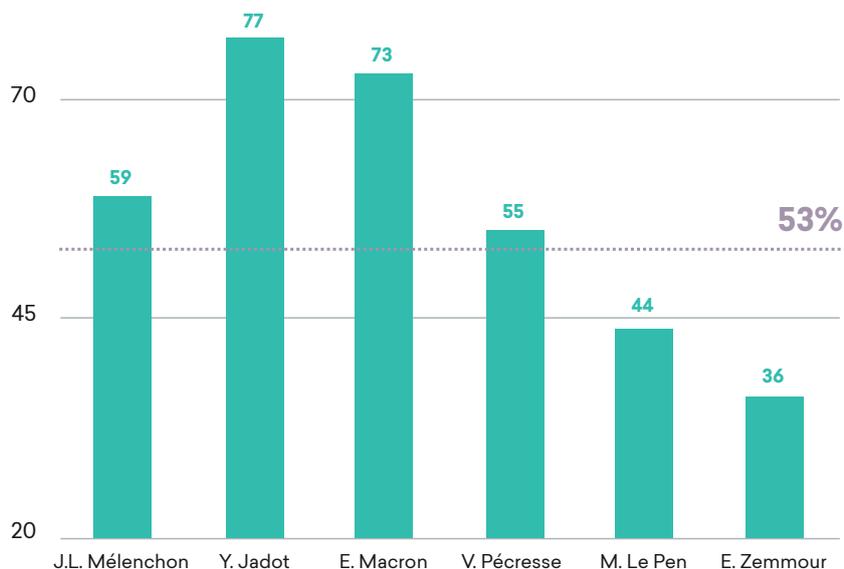
Selon notre enquête, réalisée en février 2023, **53% des citoyens français perçoivent l'UE comme une organisation démocratique, contre 32% qui pensent le contraire**, auxquels il faut ajouter 14% qui ne se prononcent pas sur le sujet. Si l'on considère que les valeurs démocratiques sont au cœur du projet européen, cette courte majorité semble insatisfaisante. D'autres enquêtes nous apprennent que 4 Français sur 10 seulement ont le sentiment que leur voix compte dans l'UE, ce qui est inférieur à la moyenne des pays de l'UE⁷.

La perception de l'UE comme organisation plus ou moins démocratique est corrélée aux sensibilités politiques (Graphique 4). **D'après le déclaratif de vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2022, les électeurs qui dénie à l'Europe son caractère démocratique se situent davantage du côté des droites radicales** (46% dans l'électorat de Marine Le Pen, et jusqu'à 54% dans celui d'Eric Zemmour). A gauche, la perception de la dimension démocratique de l'Europe de l'électorat de Jean-Luc Mélenchon se situe au-dessus de la moyenne (59%), *a contrario* du discours souvent critique sur ce sujet du leader de la France Insoumise. Mais l'écart est considérable avec les électeurs de Yannick Jadot, dont 77% reconnaissent à l'UE sa nature démocratique, se rapprochant en cela des partisans d'Emmanuel Macron (73%). Les opinions négatives à l'égard de l'UE des électeurs de l'extrême-gauche et de l'extrême-droite ne sont ni de même intensité, ni de même nature, la peur d'une perte de protection sociale étant au cœur de l'opposition des premiers, tandis que celle des seconds est essentiellement identitaire (préférence nationale, rejet de l'immigration)⁸.

53% des citoyens français perçoivent l'UE comme une organisation démocratique, contre 32% qui pensent le contraire, auxquels il faut ajouter 14% qui ne se prononcent pas sur le sujet. Si l'on considère que les valeurs démocratiques sont au cœur du projet européen, cette courte majorité semble insatisfaisante.

GRAPHIQUE 4. JUGEMENTS SUR LE CARACTÈRE DÉMOCRATIQUE DE L'UNION EUROPÉENNE SELON LE VOTE AU PREMIER TOUR DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2022

Question : « Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec les affirmations suivantes ?
L'Union européenne est une organisation démocratique. » Réponse : D'accord

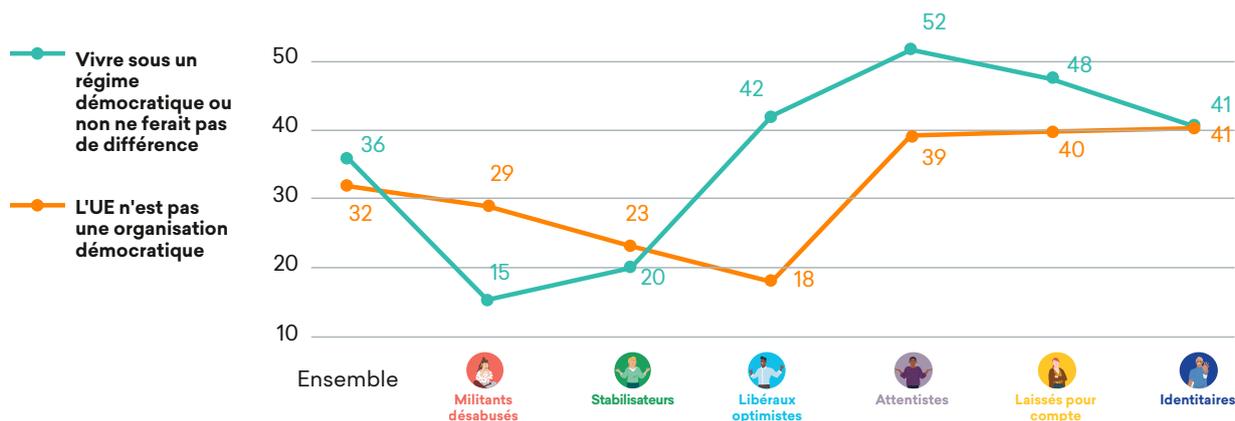


Les opinions sur le caractère démocratique de l'UE prennent une tout autre dimension lorsqu'on les confronte aux données sur l'attachement à la démocratie en tant que régime (Graphique 5)⁹. Ce rapprochement révèle, tant chez les plus critiques que chez les plus optimistes au sujet de la nature démocratique de l'UE, un profond relativisme vis-à-vis de la démocratie elle-même :

- Les **Militants désabusés**, et dans une moindre mesure les **Stabilisateurs**, sont des démocrates exigeants : modérément critiques à l'égard de la nature démocratique de l'UE (29% et 23% respectivement ne la considèrent pas démocratique), ils sont en revanche viscéralement attachés à la démocratie puisque seuls 15% et 20% d'entre eux considèrent que pour eux, vivre sous un régime démocratique ou non ne ferait pas de différence.
- A l'inverse, les **Attentistes**, les **Laissés pour compte** et les **Identitaires**, dont 4 sur 10 reprochent à l'Union européenne de ne pas être démocratique, expriment à l'égard de la démocratie une forme d'indifférence teintée de dépit : près de la moitié d'entre eux (41% des Identitaires, 48% des Laissés pour compte et 52% des Attentistes) considèrent que "pour les gens comme eux, vivre sous un régime démocratique ou non ne ferait pas de différence"¹⁰.
- Enfin chez les **Libéraux optimistes**, qui sont de loin les moins critiques à l'égard du caractère démocratique de l'UE (77% la jugent démocratique), on décèle une forme de relativisme ou de distance à l'égard de la démocratie : 42% d'entre eux considèrent que vivre sous un régime démocratique ou non ne ferait pas de différence¹¹.

GRAPHIQUE 5. JUGEMENT SUR LE CARACTÈRE DÉMOCRATIQUE DE L'UE ET IMPORTANCE DE VIVRE DANS UN RÉGIME DÉMOCRATIQUE, PAR FAMILLE DE VALEURS

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec les affirmations suivantes ?
L'Union européenne est une organisation démocratique" (février 2023) et "Pour les personnes comme moi, vivre sous un régime démocratique ou non ne ferait pas de différence.» (juillet 2021) Réponse : D'accord.

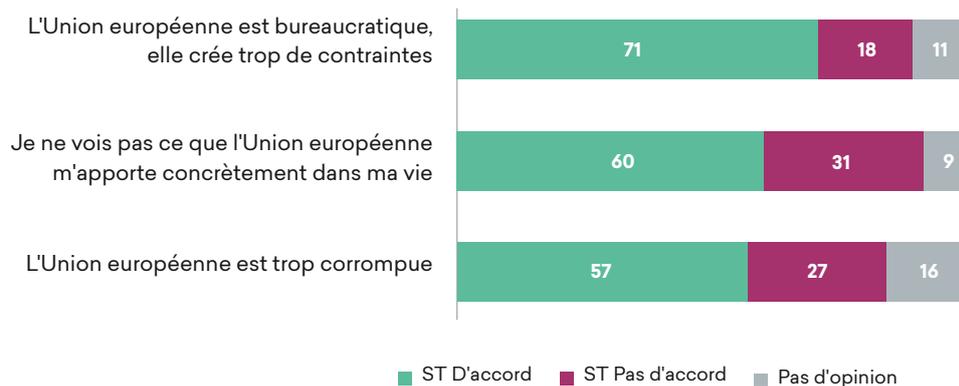


2. Bureaucratie, l'autre nom de Bruxelles

Malgré la reconnaissance par une courte majorité de Français du caractère démocratique de l'Union européenne, celle-ci fait face à des critiques très fortes, révélatrices d'un euroscepticisme latent au sein de la population. De fait, la France fait partie des pays membres de l'Union dont les habitants lui sont les moins favorables : **à l'hiver 2022-2023, seuls un tiers des Français (33%) exprimaient de la confiance à l'égard de l'Union européenne (voir Graphique 2) contre 47% des Européens, positionnant la France au dernier rang des États-membres¹².**

Trois critiques principales se dessinent dans l'opinion : la lourdeur bureaucratique, le manque de proximité et d'efficacité dans la vie des citoyens, et le soupçon de corruption (Graphique 6).

GRAPHIQUE 6. CRITIQUES FORMULÉES À L'ENCONTRE DE L'UNION EUROPÉENNE (%)

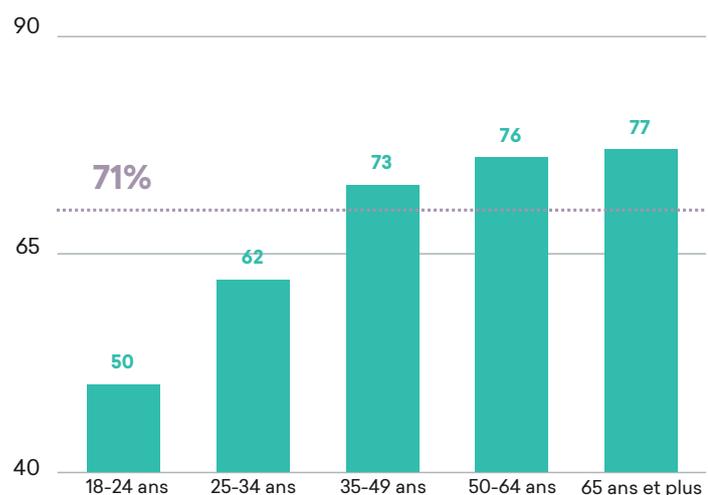


Pour 7 Français sur 10 (71%), l'UE est trop bureaucratique et crée trop de contraintes. Cette perception est alimentée par les discours tenus depuis des décennies par les responsables politiques nationaux eux-mêmes. Elle est également due à la complexité des processus décisionnels au sein des différentes institutions de l'Union européenne (Parlement, Commission et Conseil), tandis que le compromis inhérent à un ensemble transnational aussi large reste éloigné de la culture politique hexagonale. **La manière dont apparaissent, aux yeux des citoyens, les politiques publiques de l'Union, essentiellement sous la forme du respect de réglementations complexes, entretient cet imaginaire.** L'UE est aussi régulièrement accusée de réduire les marges de manœuvre des gouvernements nationaux, censés mieux refléter la volonté populaire. Emblématique de cette vision en partie erronée, le "mythe des 80%" entretient l'idée selon laquelle 80% de la législation française proviendrait de l'Europe. Quoiqu'un tel chiffre soit difficile à établir, les experts s'accordent plutôt sur une estimation aux alentours de 20%¹³.

La vision d'une Europe bureaucratique est plus répandue chez les hommes (76% contre 66% chez les femmes), et chez les seniors (76% chez les 50-64 ans, 77% chez les 65 ans et plus) plutôt que chez les jeunes (50% chez les moins de 25 ans) (Graphique 7). Elle est élevée aussi en milieu rural (73%), traduisant le poids des normes et réglementations de l'UE sur les activités agricoles. Cette opinion est en revanche partagée quel que soit le niveau de richesse ou de diplôme. Si la critique de la bureaucratie européenne est majoritaire dans toutes les familles de valeurs et tous les électors, les soutiens d'Emmanuel Macron se montrent un peu moins critiques (67%) que ceux de Jean-Luc Mélenchon (72%), mais surtout que ceux de Marine Le Pen (79%) et d'Eric Zemmour (84%).

GRAPHIQUE 7. JUGEMENT SUR LE CARACTÈRE BUREAUCRATIQUE DE L'UE

Question : « L'Union européenne est bureaucratique, elle crée trop de contraintes » (ST Oui)



3. Distance et déconnexion : citoyens cherchent Europe

En comparaison de l'interventionnisme de l'État français, les citoyens ne ressentent pas directement les bénéfices des politiques européennes. Ce sont ainsi **60% des Français qui ne voient pas ce que l'UE leur apporte concrètement dans leur vie**. Bruxelles, bulle lointaine qui abriterait des élites mondialisées, apparaît très éloignée des vies et des préoccupations des citoyens européens.

Cette perception est marquée par un fort clivage social (68% ne ressentent pas l'apport de l'UE dans leur vie parmi ceux qui ont des difficultés pour payer leurs factures à la fin du mois, contre 52% pour ceux qui n'en ont pas) et rejoint l'opposition entre « gagnants » et « perdants » de la mondialisation¹⁴. Tandis que les électeurs de Marine Le Pen et Éric Zemmour ont le sentiment de ne pas du tout bénéficier de l'Europe (à 80%), cette représentation est moins marquée dans l'électorat de Jean-Luc Mélenchon (58%) ou celui de Valérie Pécresse (59%). Les électeurs d'Emmanuel Macron et de Yannick Jadot sont les seuls à voir majoritairement ce que l'Europe leur apporte au quotidien (54% dans ces deux électors).

La déconnexion est une autre critique formulée à l'égard de l'UE : 60% des Français déclarent ne pas voir ce que l'UE leur apporte concrètement dans leur vie.

Comment expliquer un tel sentiment de distance ? En France, les sujets européens restent assez peu visibles médiatiquement. Par exemple, à l'inverse de nombreux autres Etats-membres, les médias audiovisuels français ne diffusent pas le discours annuel sur l'Etat de l'Union lors duquel la Présidente de la Commission européenne présente le bilan de l'année écoulée et les principales orientations de la suivante. **Cette faible couverture médiatique entretient une forme d'indifférence à l'égard de l'Europe**, comme l'exprime une enquête :

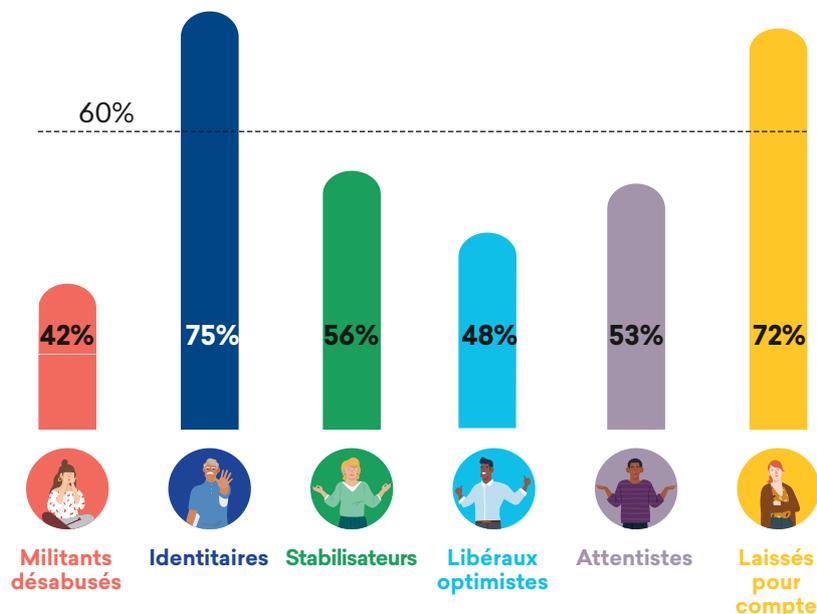
« Si on ne s'intéresse pas aux actus, on n'entend pas parler de l'Europe. »

Femme, Stabilisateur, mars 2022

Du point de vue des familles de valeurs, seuls les Militants désabusés et dans une moindre mesure les Libéraux optimistes voient concrètement l'apport de l'Europe dans leur vie (Graphique 8). En évoluant dans des milieux multiculturels, en voyageant et en passant les frontières, cette **génération Erasmus façonnée par l'imaginaire de l'Auberge espagnole** a développé une sensibilité européenne¹⁵. Les Stabilisateurs et les Attentistes sont dans une position médiane (56% et 53% respectivement ne le voient pas). Enfin, les Identitaires (75%) et les Laissés pour compte (72%), les deux groupes les plus marqués par le sentiment d'impuissance et les plus démunis face à la complexité du monde, sont les plus nombreux à déclarer qu'ils ne voient pas ce que l'Europe leur apporte dans leur vie.

GRAPHIQUE 8. OPINION NÉGATIVE SUR LA LISIBILITÉ CONCRÈTE DE L'ACTION DE L'UNION EUROPÉENNE SELON LES FAMILLES DE VALEURS

Question : « Je ne vois pas ce que l'Union européenne m'apporte concrètement dans ma vie » (Réponses : ST Oui)



Qu'apporte l'Europe à ses ressortissants ? Sans doute les peuples ont-ils la mémoire courte, et les citoyens français considèrent-ils aujourd'hui comme naturelles des possibilités telles que la libre circulation des personnes au sein de l'Espace Schengen, mise en œuvre par cinq Etats membres en 1995 puis progressivement élargie. Mais **l'absence de reconnaissance par les Français de ce que l'UE permet dans leur vie est aussi liée à un déficit de communication sur les programmes et investissements permis par l'Union**. Il est par exemple essentiel de faire savoir aux Français que 40 des 100 milliards d'euros du plan de relance français lancé à la suite de la pandémie proviennent du plan Next Generation EU, lui-même doté de 800 milliards d'euros. Au-delà des chiffres, la Commission Européenne a parfois tenté de lutter contre ce sentiment de déconnexion, avec des campagnes de communication visant spécifiquement à montrer ce que l'UE fait concrètement pour les citoyens¹⁶.

4. L'obsession de la corruption, un marqueur populiste

Le troisième vice bruxellois correspond à la vision d'une institution opaque et malhonnête : aujourd'hui, **57% Français considèrent que l'Union européenne est une organisation trop corrompue**. Cette opinion a certainement été renforcée récemment par le scandale retentissant du *Qatargate*, qui a révélé en décembre 2022 que certains membres du Parlement européen, dont sa vice-présidente, avaient perçu de l'argent en échange de la défense des intérêts du Qatar. A rebours de cette image, l'Europe, et plus encore l'Union européenne, est le continent qui est le moins corrompu au regard du classement mondial dressé par l'ONG *Transparency International*¹⁷. Dans la foulée du *Qatargate*, l'UE a renforcé ses mécanismes de contrôle et de sanction pour garantir l'intégrité et la transparence de ses institutions¹⁸. Cette accusation de corruption très largement répandue est notamment reprise par les discours populistes. **Elle est beaucoup plus présente chez un groupe unique, les Identitaires : 75% d'entre eux considèrent que l'Europe est trop corrompue**. La récente étude de Destin Commun sur le rapport des Français à l'information et aux médias a montré que ce groupe se caractérise par une obsession de la manipulation, et que leur défiance à l'égard des médias n'a d'égal

que leur défiance à l'égard des politiques¹⁹. Les Laissés pour compte associent aussi le personnel politique européen à une idée diffuse de corruption (60% partageant l'opinion que l'UE est trop corrompue) :

« Moi j'ai connu un maire passé député européen, il m'a proposé d'être son chauffeur, avec un bon salaire. C'est l'argent qui fait que c'est pourri. Ce n'est pas un maire d'une petite commune qui se permettrait ces fantaisies. »

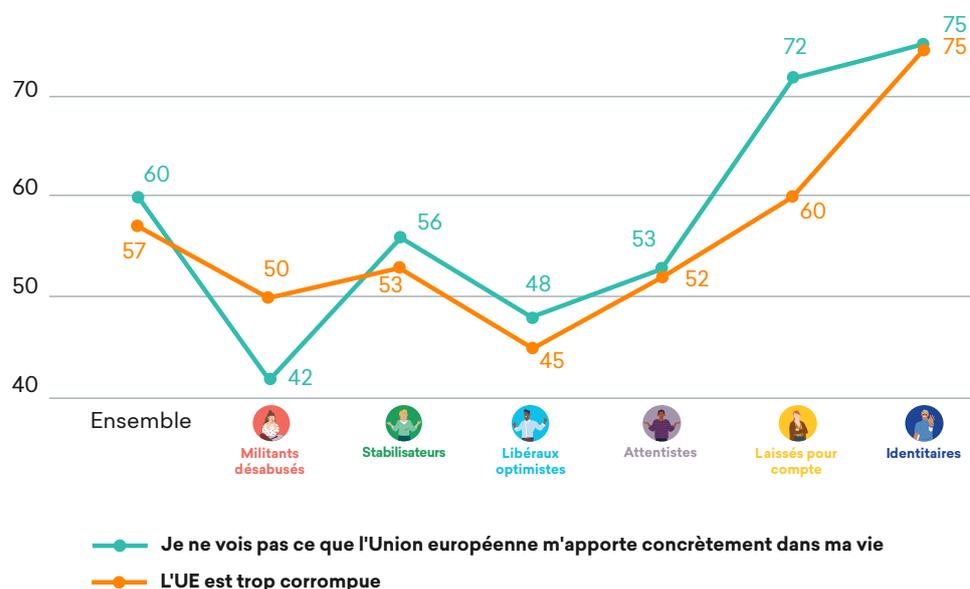
Homme, Laissé pour compte, septembre 2021

Néanmoins la dénonciation d'une UE corrompue a aussi un fondement, qui correspond notamment au poids documenté des lobbys, et à un fonctionnement en partie opaque. Ce type de critique est plutôt le fait des Militants désabusés, profondément attachés au droit et à la justice, et porteurs d'exigences saines vis-à-vis des institutions.

Au regard des différentes critiques adressés à l'Union européenne, **il est particulièrement frappant de constater la corrélation quasi-totale entre les Français qui disent ne pas voir ce que l'UE leur apporte concrètement dans leur vie, et ceux qui la jugent corrompue** (Graphique 9). **La petite musique des discours populistes est ici nettement audible**: si vous ne voyez pas où va l'argent de vos impôts, c'est sans doute qu'il est capté par un personnel politique corrompu. Si cette corrélation est parfaite chez les Identitaires, obsédés par la manipulation et attachés à la droiture morale, elle l'est moins chez les Laissés pour compte, plutôt soucieux de leur vie quotidienne dans un contexte inflationniste tendu. Cette observation fait écho aux analyses de Luc Rouban, qui considère que le vote populiste, en particulier s'agissant du Rassemblement national, n'est plus tant déterminé par des idéologies que par une analyse de l'efficacité des politiques publiques à une échelle strictement individuelle²⁰.

GRAPHIQUE 9. PERCEPTIONS DE L'UE COMME CORROMPUE ET JUGEMENT SUR L'IMPACT DANS LA VIE QUOTIDIENNE DE L'UE, PAR FAMILLES DE VALEURS

Questions : « L'Union européenne est trop corrompue » et « Je ne vois pas ce que l'Union européenne m'apporte concrètement dans ma vie » (Réponses : ST Oui)



L'Europe au cœur des fractures politiques françaises

Les trois principaux pôles structurant la vie politique française se distinguent par leur lecture de l'intégration européenne, mais des perceptions contrastées existent en leur sein.

- A gauche, la culture européenne demeure très hétérogène. Parce qu'il a rallié une coalition venant de tous les horizons de la gauche, l'électorat de Jean-Luc Mélenchon au premier tour de l'élection présidentielle est composite et réunit des sensibilités très diverses sur le projet européen. Selon notre typologie (voir ci-dessous), on retrouve ses électeurs chez les Eurocritiques (22%) mais aussi chez les Europhobes (39%). A l'inverse, les électeurs de Yannick Jadot et d'Anne Hidalgo incarnent la gauche pro-européenne, leurs électors étant bien plus enclins à considérer l'UE comme une organisation démocratique, et à se dire satisfaits de son action. On les trouve donc moins chez les Europhobes (20% contre 41% dans l'ensemble). **Alors que le débat sur l'éventualité d'une liste unie de la NUPES aux européennes de 2024 agite les états-majors des partis, les électeurs semblent aussi divisés que leurs représentants, sur les enjeux européens comme sur les questions internationales²¹.**
- Au centre-droit, ce qu'il reste de l'électorat de la droite de gouvernement est bien moins enthousiaste à l'égard de la construction européenne. Les électeurs du parti des Républicains, qui s'inscrit dans l'héritage gaulliste, sont plus représentés parmi les Eurocritiques (33%) et chez les Europhobes (42%). Sur ce plan, **les électeurs de LR ressemblent davantage à ceux du Rassemblement national qu'aux soutiens d'Emmanuel Macron, surreprésentés parmi les Europhiles. Avec l'affaiblissement de LR lors de la présidentielle 2022, il semble que les électeurs de droite pro-européens aient massivement rallié la coalition centriste pilotée par Renaissance.** La disparition annoncée de LR à l'occasion du scrutin de 2024, faute d'atteindre la barre des 5% de voix, viendrait achever cet éclatement.
- Enfin, **plus que n'importe quelle autre force politique, la droite radicale incarne l'opposition frontale à l'UE : 40% des personnes qui se disaient défavorables à l'UE ont voté Marine Le Pen à l'élection présidentielle de 2022²², et 47% de son électorat considère l'UE comme une organisation non-démocratique (jusqu'à 54% pour les électeurs d'Éric Zemmour).** Mais ce marqueur eurosceptique pourrait freiner une stratégie de "dédiabolisation" encore inachevée, pour les électeurs encore attachés à l'identité européenne, à une époque où l'UE se montre résiliente face aux crises. Il interrogera aussi ceux qui sont soucieux des liens entretenus par le RN avec la Russie. Dans ce contexte, il est possible que le RN fasse le choix d'une accommodation avec le cadre de l'UE et de l'euro, qui parachèverait son intégration dans le système politique conventionnel.

En vue du scrutin de 2024, deux segments sont clés dans le corps électoral : les Eurocritiques, situés tant à gauche qu'au centre-droit, et les Euro-indifférents, souvent hors des radars puisqu'ils ne se prononcent pas dans les sondages, mais dont certains peuvent être réveillés soit par le spectre de la montée de l'extrême-droite, soit par un intérêt pour les enjeux climatiques. L'étude de Destin Commun sur l'abstention électorale menée en juin 2022 avait en effet montré que la cause écologique pouvait être un vecteur de remobilisation des abstentionnistes²³.

3

Climat : l'UE en première ligne mais une action jugée toujours insuffisante

La lutte contre le changement climatique et la protection de l'environnement sont devenues une priorité des politiques européennes et un moyen par lequel se fait l'intégration européenne. Et les élections européennes sont souvent celles du climat, comme en témoignent, dans plusieurs pays, les percées des formations écologistes à ces scrutins jugés de second ordre.

L'Union européenne est attendue par les Français sur l'environnement. Six Français sur dix (62%) désignent l'UE parmi les acteurs responsables de la lutte contre le changement climatique, au même niveau que le gouvernement national (61%)²⁴. Dans notre enquête *Naviguer en Eaux troubles*, publiée en janvier 2022, **l'Union européenne est citée en troisième position parmi les acteurs qui devraient en faire davantage pour la protection de l'environnement, après le gouvernement et les grandes entreprises**²⁵. Plus spécifiquement, 8 Français sur 10 pensent que l'UE devrait investir massivement dans les énergies renouvelables (solaire, éolien) et 7 sur 10 sont favorables à un approfondissement de la politique énergétique commune des États membres²⁶. Enfin, 83% des Français jugent que l'UE doit se fixer des objectifs pour parvenir à la neutralité carbone d'ici 2030²⁷, alors que le terme que l'Union s'est donné est 2050.

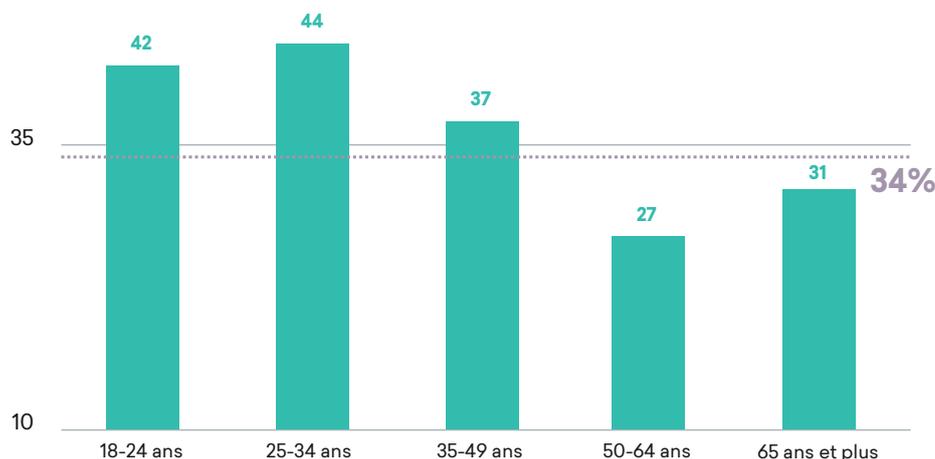
Le Green Deal européen, promesse de la Commission von der Leyen pour mettre l'Europe sur le chemin de la neutralité carbone, constitue une avancée inédite pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, promouvoir les énergies renouvelables et encourager l'efficacité énergétique. Développé comme un outil de revitalisation des industries et des économies européennes après la pandémie et face à l'Inflation Reduction Act américain, dans quelle mesure ce pacte vert peut-il ranimer l'*affectio societatis* européen, et répondre au déficit démocratique de l'Union²⁸ ?

Seulement un tiers des Français (34%) estiment que l'UE apporte des réponses adaptées en matière de protection de l'environnement et de lutte contre le changement climatique, contre 50% qui disent que cela n'est pas le cas.

Selon notre enquête, en 2023, les attentes des Français à l'égard de l'UE sur les enjeux climatiques ne sont que très peu satisfaites. Seulement un tiers des Français (34%) estiment que l'UE apporte des réponses adaptées en matière de protection de l'environnement et de lutte contre le changement climatique, contre 50% qui disent que cela n'est pas le cas. Les jeunes générations perçoivent l'action environnementale et climatique de l'Union européenne plus positivement **que leurs aînés : 43% en sont satisfaits chez les moins de 35 ans, contre 29% chez les plus de 50 ans et plus** (Graphique 10).

GRAPHIQUE 10. RÉPONSES ADAPTÉES DE L'UE SUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

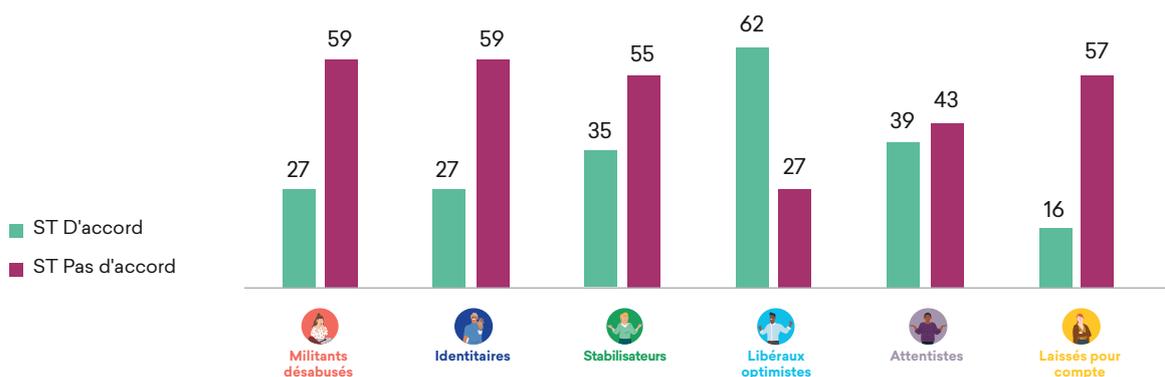
Question : « Pensez-vous que l'Union européenne apporte des réponses adaptées en matière de... Protection de l'environnement et de lutte contre le changement climatique » (ST Oui)



Les familles de valeurs ont des perceptions encore plus contrastées sur l'action de l'UE sur l'environnement (Graphique 11). Les Militants désabusés, les plus sensibles à la question climatique et partisans d'une accélération de la transition, et dans une moindre mesure les Stabilisateurs, sont près de 6 sur 10 à juger négativement l'action de l'UE. Ils rejoignent en cela les Identitaires (59%) et les Laissés pour compte (57%), qui signifient au contraire par cette insatisfaction leur vision systématiquement critique de l'UE, mais aussi leur faible priorisation des enjeux climatiques. **Seuls les Libéraux optimistes, fervents europhiles et solides soutiens du gouvernement actuel, jugent que l'UE apporte dans ce domaine des réponses adaptées (62%). C'est même le sujet sur lequel leur opinion se distingue le plus de la moyenne.**

GRAPHIQUE 11. ÉVALUATION DE L'ACTION DE L'UE SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA LUTTE CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Question : « Considérez-vous que l'Union européenne apporte des réponses adaptées en matière de protection de l'environnement et de lutte contre le changement climatique » (ST Oui/ ST Non)



Sur les enjeux climatiques, alors qu'elle est située à une échelle d'intervention pertinente, au-delà du cadre de l'État-nation, l'Union européenne est prise entre deux feux. Elle s'attire les critiques d'une vaste coalition de progressistes pro-environnement qui la jugent trop lente et timorée, mais aussi des groupes les moins acquis à la cause écologiste, qui perçoivent son action comme contraignante ou trop importante par rapport à d'autres domaines (questions sociales, immigration). Ces divergences ont été illustrées en mai 2023 par les réactions à la demande d'Emmanuel Macron d'une "pause" dans la réglementation européenne sur les enjeux climatiques. Trois visions s'opposent : accélérer pour faire face à l'acuité de la crise climatique, mettre en œuvre les réformes engagées et résister à l'inflation normative, ou rétro pédaler. Le scrutin de 2024 devra être l'occasion de présenter aux électeurs des choix clairs sur ces enjeux primordiaux. L'émergence du climato-complotisme, récemment documenté par la Fondation Jean Jaurès, risque d'ajouter une dimension de complexité supplémentaire : c'est au moment où l'on aurait besoin d'accélérer la transition écologique que les doutes s'élèvent sur sa nécessité²⁹.

Sur les enjeux climatiques, l'UE est prise entre deux feux. Elle s'attire les critiques d'une vaste coalition de progressistes pro-environnement qui la jugent trop lente et timorée, mais aussi des groupes les moins acquis à la cause écologiste, qui perçoivent son action comme contraignante ou trop importante par rapport à d'autres domaines.

Des générations réconciliées par l'Europe ?

On entend souvent que les différentes générations de citoyens européens ont un rapport spécifique à la construction européenne, fruit de leur socialisation différenciée au processus d'intégration. Mais elles semblent avoir plus de points communs que de divergences.

Les **générations silencieuses** (nées avant 1945) et la cohorte des **baby-boomers** (1945-1964) (37%), marquées par la mémoire de la guerre, ont éprouvé davantage de fierté face à la réaction de l'UE lors de l'invasion russe en Ukraine. Pour eux, l'Europe c'est la paix. L'Union reste synonyme de protection dans le contexte international et ils sont moins nombreux à dire qu'elle n'a aucun apport dans leur vie quotidienne. En revanche, ils ne se prononcent pas sur la qualité de ses actions et la jugent trop bureaucratique.

La **Génération X**, née entre 1965 et 1980 (25%) et les **Millenials**, nés entre 1980 et 1995 (25%) ont des relations à l'Europe analogues : marqués par la période de l'Europe contestée des années 2000 et des crises des années 2010, ils jettent sur elle un regard critique. L'Europe reste pour eux un assemblage normatif lourd, corrompu, dont ils ne voient pas l'apport dans leur vie quotidienne. Les Millenials restent toutefois assez satisfaits de l'action de l'Europe, notamment dans le domaine climatique.

Enfin, les **Zoomers**, nés après 1995 (13%), perçoivent l'action de l'UE plus positivement dans l'ensemble et sont moins radicaux dans leur critique politique de l'Europe. Surtout, ils se félicitent plus que leurs aînés de son action contre le changement climatique, ainsi que de son action à l'international.

4

Quand l'Union fait la force : l'Europe comme protection dans un monde en guerre

1. La guerre en Ukraine, amplificateur de tendances

Suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les avantages de l'intégration européenne sont devenus plus évidents pour les Français. **D'après les Eurobaromètres, immédiatement après l'invasion, près des deux tiers (65%) des Européens considèrent l'appartenance à l'UE comme une bonne chose – le résultat le plus élevé depuis 2007³⁰.**

Selon notre enquête, en février 2023, 57% des Français se disent rassurés que la France fasse partie de l'Union européenne. De fait, la réponse coordonnée à la guerre impulsée par l'UE sous forme de sanctions et d'aide directe à l'Ukraine est bien plus susceptible d'être efficace que des actions unilatérales menées par des pays individuels. Le « ralliement autour du drapeau »³¹ de l'UE a été la réaction majoritaire des sociétés européennes face à cette guerre largement inattendue et inquiétante. **Il est un peu moins fort parmi les moins de 35 ans (57%) que chez les séniors (62%), pour lesquels le souvenir des guerres sur le continent européen est plus vif.** La vision d'une Europe rassurante et protectrice est très majoritaire chez les Libéraux optimistes (79%), les Stabilisateurs (70%) et les Militants désabusés (64%), tandis que les Identitaires (46%) et les Attentistes (49%) en sont moins convaincus. Ce n'est que chez les Laissés pour compte que le sentiment d'être rassuré par l'appartenance de la France à l'UE est nettement minoritaire (43%). Cela fait sans doute écho à leur situation personnelle, particulièrement fragilisée par la crise de l'inflation consécutive à la guerre.

Par ailleurs, **la moitié des Français interrogés (52%) disent que le soutien apporté à l'Ukraine les a rendus fiers d'être européens. Ce sentiment est plus fort chez ceux qui ont des opinions plus favorables à l'UE : la guerre en Ukraine a ainsi joué comme un amplificateur de tendances.** Cette fierté est ainsi exprimée par 74% des Libéraux optimistes et 64% des Stabilisateurs (Graphique 12). De même, les électeurs d'Emmanuel Macron (76%) ont été davantage renforcés dans leur fierté d'être européens par le soutien à l'Ukraine que ceux de Jean-Luc Mélenchon (56%), moins pro-européens. Mêlée à la sidération et à l'empathie pour les Ukrainiens, cette fierté s'est exprimée dès les premières semaines du conflit, comme en témoignent ces personnes s'exprimant à propos de la réaction de l'Europe à l'invasion russe lors de groupes de discussions menés en mars 2022 :

« Ça serait un sentiment de fierté mal placé, mais oui, en ce moment je suis fier. »

Homme, Stabilisateur, mars 2022

« Ce qui est bien, c'est qu'on est quand même soudés. (...) On voit qu'on est soudés et solidaires. »

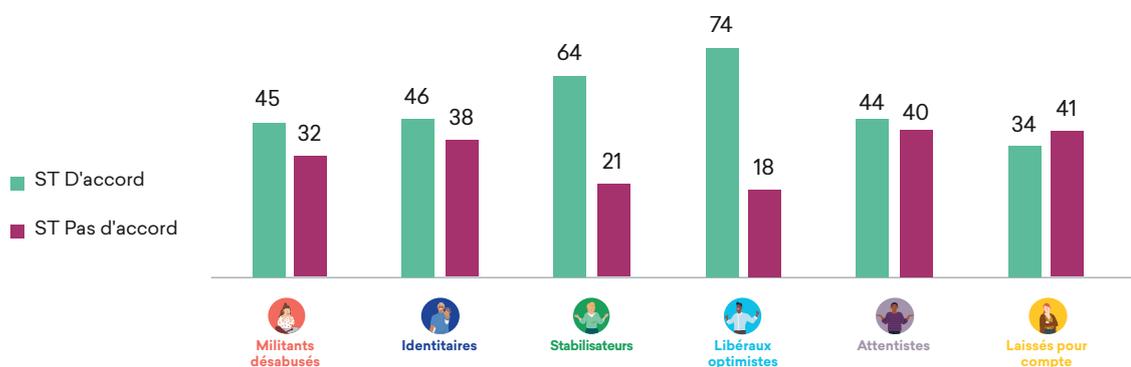
Femme, Stabilisateur, mars 2022

Dans une moindre mesure, cette fierté l'emporte aussi chez les Identitaires (46% d'accord contre 38% pas d'accord), les Militants désabusés (45% vs. 32%) et chez les Attentistes (44% contre 40%). À nouveau, seuls les Laissés pour compte disent que ces événements n'ont pas renforcé leur fierté d'être Européens. Du point de vue des allégeances politiques, les électeurs de

Marine Le Pen ont été nettement plus renforcés dans leur fierté d'être européens par le soutien à l'Ukraine (41%) que ceux d'Éric Zemmour (28%), aux attitudes souverainistes plus affirmées, ce qui fait écho aux positions respectives de ces personnalités politiques sur l'accueil des réfugiés ukrainiens.

GRAPHIQUE 12. SENTIMENT DE FIERTÉ LIÉ AU SOUTIEN À L'UKRAINE PAR FAMILLES DE VALEURS

Question : « Le soutien apporté à l'Ukraine m'a rendu(e) fier(e) d'être européen(e) »



2. Politique internationale : opinion mitigée

Pour autant, en matière de politique internationale, les Français n'apportent pas leur blanc-seing à l'Union européenne, et font même preuve de scepticisme. Parmi ceux qui se prononcent sur la question, 47% ne sont pas satisfaits de la politique internationale de l'UE, quand 37% disent plutôt l'approuver.

Certains Français font référence aux capacités de défense limitées de l'Union européenne :

« On est le seul pays de l'Europe à avoir une armée à peu près fiable. C'est le problème de l'Europe de ne pas avoir d'armée commune. »

Homme, Laissé pour compte, mars 2022

D'autres ont le sentiment que ce n'est que face à des crises graves que la construction européenne progresse :

« C'est malheureux, déplaisant qu'il y ait besoin d'une guerre pour que ça bouge... »

Femme, Laissée pour compte, mars 2022

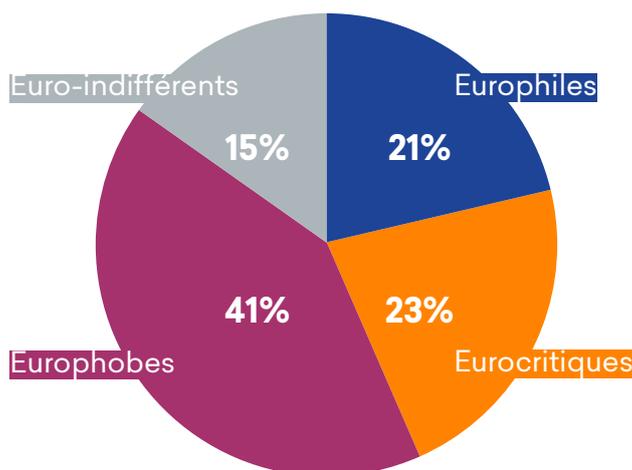
Il faut cependant souligner que les opinions en matière de politique étrangère, de surcroît au sujet d'une organisation supranationale, sont particulièrement peu stables, et donc susceptibles d'évoluer en fonction de la situation géopolitique et de son cadrage par les responsables politiques nationaux.

5

Les Français et l'Europe : une analyse typologique

Pour comprendre les lignes de partage dans les représentations de l'Union européenne, nous avons procédé à une analyse globale des données permettant de détecter les regroupements d'individus ayant des profils similaires de réponses³². **L'analyse fait ressortir les principaux facteurs qui structurent l'opinion sur l'UE au sein de la population française, et met à jour d'importantes variations, au-delà du partage traditionnel entre pro- et anti-européens. On obtient ainsi une typologie composée de quatre groupes de Français (Graphique 13).**

GRAPHIQUE 13.
TYPLOGIE DES ATTITUDES DES FRANÇAIS À L'ÉGARD DE L'UNION EUROPÉENNE



Les Europhiles

Les Europhiles (21% de la population enquêtée) ont une vision positive et optimiste de l'UE et de ses actions, quel que soit le domaine. Ils ne considèrent pas l'Europe comme une organisation corrompue ou bureaucratique, défendent son caractère démocratique, et sont généralement capables de détecter son impact dans leur vie quotidienne. Ils perçoivent surtout les politiques économiques et internationales de l'UE comme efficaces, estimant que l'Europe contribue à résoudre les tensions et à promouvoir la coopération entre les nations. Ils apprécient particulièrement l'action environnementale de l'UE et considèrent que l'Europe joue un rôle essentiel dans la lutte contre le changement climatique et la préservation de l'environnement. Les Europhiles se composent principalement de **Libéraux optimistes** (38%), de **Militants désabusés** (31%) et d'une partie des **Attentistes** (27%).

L'analyse met en lumière une typologie composée de quatre groupes de Français, qui fait apparaître clairement la prépondérance dans l'opinion des visions négatives ou indifférentes à l'Europe.

Politiquement, ce sont plutôt des électeurs d'Emmanuel Macron (37%) et des écologistes (41%), se positionnant au centre et au centre-gauche et suivant de près l'actualité politique. Les Europhiles sont plus représentés chez les jeunes de 18 à 24 ans, les individus diplômés et chez ceux qui ne rencontrent pas de difficultés financières.

Les Eurocritiques

Les Eurocritiques (23%) ne remettent pas en cause le cadre de l'appartenance à l'UE, et reconnaissent les effets et de certaines politiques européennes, tout en étant critiques vis-à-vis de l'UE et de son modèle politique et de son fonctionnement. Ils reconnaissent les bénéfices positifs de la politique internationale, environnementale et économique de l'UE, se sentent protégés par l'Europe face aux tensions internationales, et témoignent de leur fierté d'être Européens au regard du soutien de l'Union à l'Ukraine. Bien qu'ils considèrent que l'UE est globalement démocratique, ils la jugent trop bureaucratique et dans une moindre mesure corrompue, ce qui les conduit à remettre en question son efficacité. Ces Européens exigeants souhaitent une Europe plus souple et transparente, et plus proche des citoyens. Les Eurocritiques rassemblent toute une partie des **Libéraux optimistes** (38%) et des **Stabilisateurs** (25%), qui déplorent la technocratie bruxelloise, ainsi que des **Attentistes** (26%). **Politiquement, ce sont des partisans de la majorité présidentielle, une partie des électeurs de Jean-Luc Mélenchon et des écologistes.** Les Eurocritiques sont surreprésentés parmi les actifs de 25 à 34 ans, les diplômés et ceux qui rencontrent des problèmes financiers de temps en temps.

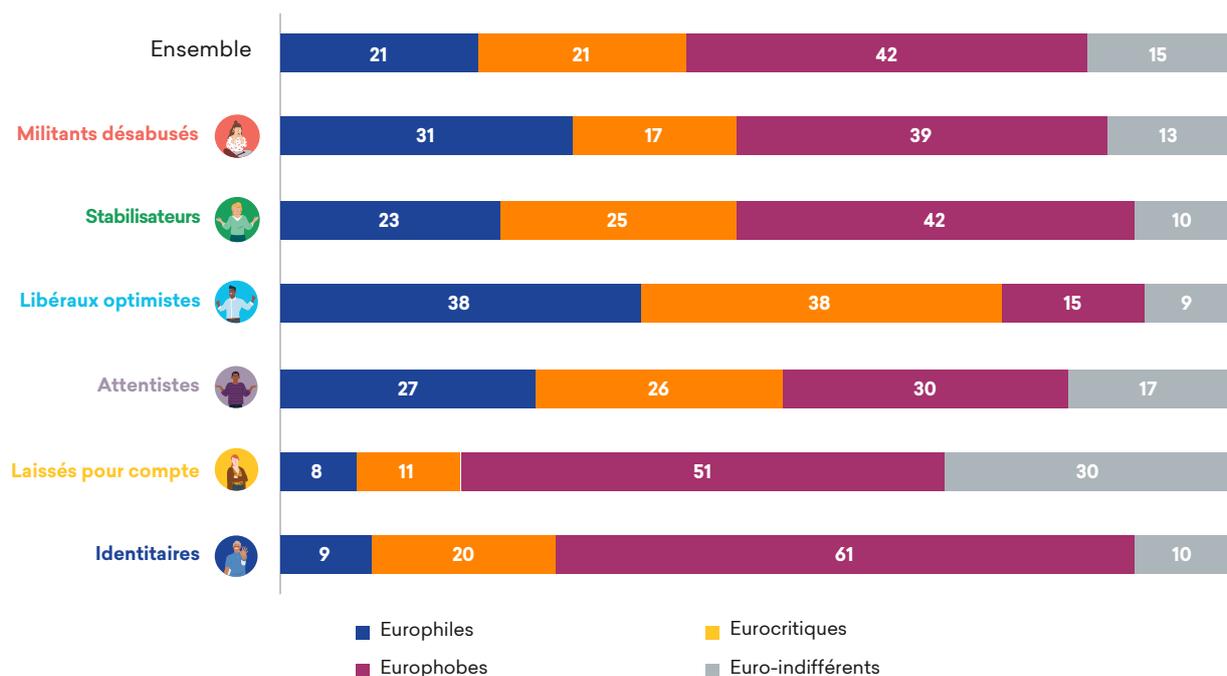
Les Europhobes

Le groupe le plus nombreux, de loin, est celui des Europhobes (41%). Ils condamnent fermement la politique européenne et se montrent très sceptiques sur son action sur l'ensemble des sujets : politique internationale, économique et environnementale. Ils estiment plus que tous les autres que l'Union Européenne est corrompue. Pour eux, l'appartenance à l'UE ne protège pas des tensions géopolitiques. De plus, ils considèrent que l'Europe n'apporte rien de concret dans leur vie quotidienne et dénoncent son caractère excessivement bureaucratique. Les Europhobes ne se sentent pas non plus fiers d'être Européens. On les retrouve principalement chez les **Identitaires** (61%) et les **Laissés pour compte** (50%). Ces groupes sont attachés au cadre national de leur identité, puisqu'ils sont les seuls à se sentir seulement français, et pas européen *et* français³³ et inquiets au sujet de l'immigration. **Politiquement, ils se sont majoritairement rangés en 2022 derrière des candidats d'extrême-droite tels que Marine Le Pen (57%), Éric Zemmour ou Nicolas Dupont-Aignan. Mais cet euroscepticisme est aussi assez répandu chez ceux qui se déclarent le plus à gauche (55%). 39% des électeurs de Jean-Luc Mélenchon en 2022 se retrouvent ainsi dans cette catégorie.** Les individus appartenant à ce groupe sont surreprésentés parmi les personnes âgées de 50 à 64 ans, et ceux qui vivent dans des petites villes de moins de 20 000 habitants. **Ainsi plus de 4 Français sur 10 rejettent viscéralement l'Europe et ses politiques, et se tournent, dans les urnes, vers des personnalités politiques anti-européennes.**

Les Euro-indifférents

Enfin, le groupe des Euro-indifférents (15%) rassemble les individus qui n'expriment pas d'opinions ou de positions sur les actions et les politiques de l'Union Européenne. Cette indifférence à l'égard de l'intégration européenne découle d'un désintérêt plus large pour la politique, qui s'exprime plus fortement à l'égard de l'UE, perçu comme un enjeu encore plus lointain que les politiques domestiques. Ce groupe inclut une partie importante des **Laissés pour compte** (30%) et des **Attentistes** (17%). Critiques vis-à-vis du caractère non démocratique de l'UE, ils expriment aussi une forme de relativisme et d'indifférence à l'égard de la démocratie, liée à leur fort sentiment d'impuissance. **On retrouve dans ce groupe beaucoup d'abstentionnistes, des électeurs de Marine Le Pen et de Jean-Luc Mélenchon**, ainsi que des profils de personnes peu diplômés.

GRAPHIQUE 14. RÉPARTITION DES FAMILLES DE VALEURS EN FONCTION DU RAPPORT GÉNÉRAL À L'EUROPE



Conclusion et recommandations

A un an des élections au Parlement européen de 2024, les sondages récents indiquent que le Rassemblement national arriverait en tête au premier tour, avec plus d'un quart des voix³⁴, au coude-à-coude avec la liste de la Nupes – si l'alliance était renouvelée –, et celle de la majorité présidentielle n'arriverait que troisième. En cas de listes éclatées à gauche, le RN demeurerait en tête, devant Renaissance.

Cette étude éclaire **l'apparent paradoxe qui mènerait une majorité des Français, quoique désormais acquis – ou résignés – au principe de l'appartenance à l'UE, à choisir lors de ce scrutin un parti anti-européen : 4 Français sur 10 ont une opinion foncièrement négative de l'Europe**, de ses institutions, de ses dirigeants et de ses politiques. S'y ajoutent 22% d'Eurocritiques peu satisfaits de l'efficacité des politiques européennes dans leur vie et 15% d'Euro-indifférents, dont l'abstention pourrait peser, en creux, en faveur du RN. L'opinion des Français sur l'Europe est une illustration de la nouvelle équation de la contestation décrite par Destin Commun depuis début 2022, qui conjugue les effets d'une profonde incertitude sur l'avenir dans un contexte de guerre et d'inflation, d'un sentiment d'impuissance et d'une anxiété face à la complexité du monde. Elle est alimentée par un **euro-bashing bon teint, sport national français qui, comme le football, réunit les classes populaires et les élites**, faisant de l'Europe le bouc émissaire facile de tous nos problèmes.

Quelles priorités et quelles opportunités, durant l'année qui vient, pour donner à l'Europe une chance de prouver aux citoyens français qu'elle est, plus que jamais, un rempart contre la guerre, et un modèle pour le monde dans l'appréhension des grands défis de notre époque ? Comment faire des Français des citoyens européens à la fois exigeants et engagés ?

La méconnaissance nourrit la défiance. Or la relation des Français à l'UE donne l'impression d'un grand flou qui se traduit, dans notre enquête, soit par l'absence d'opinion, soit par des visions fantasmées, comme l'idée selon laquelle la majorité des dirigeants européens seraient corrompus. Au risque de creuser ce fossé entre l'opinion et la réalité, il est essentiel que les citoyens français puissent avoir des réponses claires aux deux questions suivantes :

• Qu'est-ce que l'Union européenne en 2023, et comment fonctionne-t-elle ?

Face à la sensation populaire de fuite en avant, la construction européenne, à l'image des ascensions en haute montagne, doit stabiliser chaque palier avant de poursuivre sa progression, au risque de manquer d'oxygène. Certains candidats à l'élection présidentielle de 2022, pourtant parmi les plus europhiles, n'étaient pas en mesure pendant la campagne de citer les 27 Etats membres de l'Union. A fortiori, l'immense majorité des Français en sont incapables. Les enfants français doivent apprendre la liste des 27 comme les 26 lettres de l'alphabet.

La corrélation entre la plus forte défiance des Français vis-à-vis de l'Europe en comparaison d'autres peuples européens et la plus faible couverture des sujets européens par les médias français ne fait pas de doute. Le rôle des médias d'information est un serpent qui se mord la queue : le faible traitement des affaires européennes est justifié par les chiffres d'audience très bas pour ces sujets, mais ce choix contribue à entretenir l'indifférence voire la défiance à l'égard d'une Europe méconnue. Et la complexité des institutions européennes est une fausse excuse : la plupart des Français ne sauraient pas

décrire précisément le processus parlementaire français, et les rôles respectifs de l'exécutif et du Parlement, mais tous, y compris les abstentionnistes³⁶, connaissent des visages, des noms et ont en tête les grandes priorités de l'agenda politique de leur pays. Il devrait en être de même à l'échelle européenne. La télévision, qui reste de loin le premier vecteur d'information des Français, est en première ligne face à ce défi. Il importe de s'en saisir très en amont des échéances électorales, et pas seulement quelques semaines avant un scrutin. A travers l'actualité, **l'Europe doit être présentée aux Français comme le deuxième cercle de leur citoyenneté, et non comme un espace étranger**. La fermeture de mines de charbon en Pologne devrait à ce titre avoir au moins autant d'importance qu'une actualité brésilienne ou indienne.

Le détour par la fiction peut aussi contribuer à raviver l'intérêt pour la politique européenne, comme en témoigne le succès inattendu de la série *Parlement*, à la fois parodique et réellement pédagogique. Lors de sa diffusion en 2020 sur France.tv, ses deux premières saisons ont cumulé plus de 5 millions de vues. Au-delà de l'univers télévisuel, les productions de fiction, de la BD au cinéma, investissent encore trop peu l'imaginaire européen.

Quid des critiques de bureaucratie et de corruption ? Elles ont cela de sain qu'elles démontrent un intérêt pour l'Europe. Il faut donc aller au-devant du sujet, plutôt que de le laisser aux Europhobes populistes. **Une campagne sur le renforcement des cadres de contrôle de l'UE depuis le *Qatargate* pourrait toucher à la fois les Europhobes et les Eurocritiques, et susciter un débat de fond sur nos exigences vis-à-vis de l'Europe.**

• Que produit l'Union européenne dans nos vies, et pour nos enfants ?

Si l'évocation des grands idéaux fondateurs du projet européen sont essentiels, ils doivent être rendus tangibles par des réalisations concrètes. La démonstration de l'impact de l'Europe dans la vie des Français doit se faire à leur échelle, en partant de leurs préoccupations. Puisque le défi climatique se heurte, chez nombre de nos concitoyens, aux contraintes prioritaires du pouvoir d'achat, il faut leur **montrer que de nombreuses initiatives visant à préserver à la fois leur portefeuille et le climat sont largement financées par des budgets européens**. C'est par exemple le cas du programme *Ma prime rénov'*, qui a déjà permis la rénovation thermique plus de 700 000 logements³⁷. Quoi de plus concret dans la vie des Français ?

S'il est un sujet sur lequel l'Europe peut se rallier les Eurocritiques, les Euro-indifférents et même une partie des Europhobes, c'est bien la crise climatique, que la guerre en Ukraine a replacé au cœur des enjeux de *realpolitik*. **Bien au-delà des convictions strictement écologiques, le Green Deal européen répond à des enjeux de souveraineté énergétique et industrielle, de sécurité et de paix – autant de thématiques qui peuvent rassembler des électeurs de droite comme de gauche.**

Oui, les élections de 2024 sont les élections du climat. Mais elles ne sont pas seulement les élections des écologistes. Avec le retour de la guerre sur notre continent, est advenu le temps de l'écologie comme projet politique total, répondant à la fois aux enjeux sociaux du quotidien et aux défis mondiaux. Un projet pour une société apaisée, prospère et démocratique que les Français appellent de leurs vœux.

Notes

- 1 Chloé Alexandre et Tristan Guerra, «Une autre Europe: à quoi servent les élections européennes pour les partis critiques du projet européen?» dans Saurugger S. et Persico S. (2019), *Sauver l'Europe? Citoyens, élections et gouvernance européenne par gros temps*, Dalloz.
- 2 Pour un résumé plus précis de ces dynamiques de l'opinion, se reporter au livre séminal de Bruno Cautrès, *Les européens aiment-ils (toujours) l'Europe?*, Presses de Sciences Po., 2014.
- 3 Lisbeth Hooghe et Gary Marks, «A postfunctionalist theory of European integration: from permissive consensus to constraining dissensus», *British Journal of Political Science*, vol. 39, n°1, 2009, p.1-23.
- 4 Voir la série d'enquêtes Fractures françaises 2014-2022.
- 5 *Fractures françaises*, IPSOS – Cevipof – Le Monde – Fondation Jean Jaurès, septembre 2022.
- 6 Enquête Eurobaromètre Standard 98, hiver 2022-2023. <https://europa.eu/eurobarometer/surveys/detail/2872>
- 7 Eurobaromètre de 2022-2023 réalisé par Kantar Public.
- 8 Céline Bélot, Bruno Cautrès et Sylvie Strudel, «L'Europe comme enjeu clivant. Ses effets perturbateurs sur l'offre électorale et les orientations de vote lors de l'élection présidentielle de 2012», *Revue française de science politique*, vol. 63, n°6, 2013, p. 1081-1111.
- 9 Dans le Graphique 5, la question "Pour les personnes comme moi, vivre sous un régime démocratique ou non ne ferait pas de différence" est issue de l'étude *It's Complicated. People and their Democracy in Germany, France, Britain, Poland and the United States*, More in Common, juillet 2021.
- 10 *It's Complicated. People and their Democracy in Germany, France, Britain, Poland and the United States*, More in Common, juillet 2021.
- 11 La question "Pour les personnes comme moi, vivre sous un régime démocratique ou non ne ferait pas de différence" est issue de l'étude *It's Complicated. People and their Democracy in Germany, France, Britain, Poland and the United States*, More in Common, juillet 2021.
- 12 Eurobaromètre Standard 98 – Hiver 2022- 2023. Rapport consultable en ligne : <https://europa.eu/eurobarometer/surveys/detail/2872>
- 13 « Normes européennes, loi française : le mythe des 80% », Matthias Fekl et Thomas Platt, Terra Nova, 2010.
- 14 Céline Belot, « Les Français et l'Union européenne : une relation ambivalente » dans S. Astor, P. Bréchon et F. Gonthier (dir.), *La France des valeurs. Quarante ans d'évolutions*, PUG, 2018.
- 15 Sur ce point, voir l'ouvrage de référence de Theresa Kuhn, *Experiencing European Integration: Transnational Lives and European Identity*, Oxford University Press, 2015.
- 16 <https://havasparis.com/la-commission-europeenne-lance-une-campagne-dinformation-inedite-dans-lunion-europeenne-signee-havas-paris/>
- 17 Rapport de Transparency <https://www.transparency.org/en/gcb/eu/european-union-2021>
- 18 https://france.representation.ec.europa.eu/informations/lutte-contre-la-corruption-des-regles-plus-strictes-pour-lutter-contre-la-corruption-dans-lue-et-2023-05-03_fr

- 19 *Information : cinquante nuances de défiance*, Destin Commun, 2023.
- 20 Luc Rouban, *La vraie victoire du RN*, Presses de Sciences po, 2022.
- 21 Antoine Bristielle, "Quel futur pour la NUPES ?", *Notes de la Fondation Jean Jaurès*, août 2022. Voir également Éric Kerrouche, "Vers la Nupes...et au-delà. Une gauche à reconstruire." dans Perrineau (dir.), *Le vote clivé. Les élections présidentielle et législatives d'avril et juin 2022*, Presses Universitaires de Grenoble, 2022, p.305-325.
- 22 Dominique Reynié (dir.), "Mutations politiques et majorité de gouvernement dans une France en mutation", *Note de la Fondation pour l'innovation politique*, 2022. URL : <https://www.fondapol.org/etude/mutations-politiques-et-majorite-de-gouvernement-dans-une-france-a-droite/>
- 23 *Dans la tête des abstentionnistes – A l'écoute de ceux qui se taisent*, Destin Commun – Fondation Jean Jaurès, juin 2022.
- 24 Commission Européenne, Eurobaromètre spécial consacré aux opinions sur le changement climatique, 2021.
- 25 Destin Commun, *La France en quête*, 2020.
- 26 Euroabromètre standard Hiver 2022-2023 réalisé par Kantar.
- 27 Commission Européenne, Eurobaromètre spécial sur le changement climatique, 2021.
- 28 "Le Green Deal est le nouveau pacte social", Laurence Tubiana pour Grand Continent, septembre 2021.
- 29 <https://www.jean-jaures.org/publication/dictature-climatique-pass-climat-great-reset-les-discours-complotistes-a-lassaut-de-lopinion/>
- 30 Eurobaromètre n°97.3 (EB041EP).
- 31 Sur l'effet de ralliement au drapeau, voir Tristan Guerra, «Une réélection à l'ombre d'un conflit pourrait saper la capacité du président à gouverner demain », *Le Monde*, mars 2022.
- 32 Nous avons réalisé une analyse des correspondances multiples (ACM), technique statistique permettant d'identifier les principes d'associations et d'oppositions communs à l'ensemble des réponses aux questions de l'enquête. L'ACM cherche à révéler les structures sous-jacentes de l'opinion en déterminant les axes principaux de variation qui expliquent le maximum de variabilité des données, en mesurant les proximités ou distances entre les individus et leurs modalités de réponse. Nous avons procédé à une analyse typologique quantitative qui permet d'identifier des groupes qui entretiennent chacun un rapport distinct à l'Union européenne. L'appartenance aux familles de valeurs de la typologie de Destin Commun et les caractéristiques socio-démographiques usuelles ont été incluses en tant qu'indicateurs destinés essentiellement à enrichir l'interprétation des résultats, sans intervenir dans l'analyse.
- 33 Destin Commun, *La France en quête*, 2019.
- 34 Sondage Ifop pour le JDD et Sud Radio, 15 mai 2023.
- 35 La France a obtenu un total de 39,4 milliards d'euros de subventions, au titre de la Facilité pour la reprise et la résilience (FRR) – pièce maîtresse de NextGenerationEU, le plan de relance européen.
- 36 *Dans la tête des abstentionnistes – A l'écoute de ceux qui se taisent*, Destin Commun – Fondation Jean Jaurès, 2022.
- 37 La France a obtenu un total de 39,4 milliards d'euros de subventions, au titre de la Facilité pour la reprise et la résilience (FRR) – pièce maîtresse de NextGenerationEU, le plan de relance européen.

Liens externes

[1] <https://europa.eu/eurobarometer/surveys/detail/2872>

[2] <https://europa.eu/eurobarometer/surveys/detail/2872>

[3] <https://havasparis.com/la-commission-europeenne-lance-une-campagne-dinformation-inedite-dans-lunion-europeenne-signee-havas-paris/>

[4] <https://www.fondapol.org/etude/mutations-politiques-et-majorite-de-gouvernement-dans-une-france-a-droite/>

[5] <https://www.jean-jaures.org/publication/dictature-climatique-pass-climat-great-reset-les-discours-complotistes-a-lassaut-de-lopinion/>



**Destin
Commun**
More in Common France

